



NOTE DES AUTORITES FRANÇAISES

Paris, le 05/07/2023

Objet : Consultation publique de la Commission européenne sur le modèle de rapport de conformité annuel des contrôleurs d'accès à destination de la Commission européenne en vertu de l'article 11 du *Digital Markets Act*

Entré en vigueur le 1^{er} novembre 2022, le règlement n°2022/1925 sur les marchés numériques ou « *Digital Markets Act* » (ci-après, « DMA ») s'applique depuis le 2 mai 2023. A compter de cette date, les entreprises remplissant les seuils visés à l'article 3 §2 du DMA disposent de deux mois pour procéder à la notification correspondante auprès de la Commission européenne, laquelle désigne ces entreprises comme contrôleurs d'accès dans les quarante-cinq jours ouvrables suite à la réception de cette notification (cf. article 3§ 4). Une procédure de désignation sur critères qualitatifs peut également être mise en œuvre par la Commission européenne (cf. article 3 §8). Une fois désignés, les contrôleurs d'accès devront, pour leurs services de plateforme essentiels visés par la décision de désignation, se conformer aux obligations prévues dans les articles 5 à 7 du DMA dans un délai de six mois (cf. article 3§10).

Dans son article 11, le DMA prévoit que les contrôleurs d'accès doivent établir un « *rapport de conformité* » et le transmettre à la Commission européenne dans un délai de six mois suivant leur désignation. Dans ce rapport, les contrôleurs d'accès doivent décrire « *de manière détaillée et transparente les mesures (...) mises en œuvre pour garantir le respect des obligations énoncées aux articles 5, 6 et 7* » du DMA. L'article 11 précité prévoit en outre que les contrôleurs d'accès publient et remettent à la Commission européenne (i) une synthèse non confidentielle du rapport, (ii) que le rapport et la synthèse non confidentielle soit mis à jour annuellement et (iii) que la synthèse non confidentielle soit accessible depuis le site internet de la Commission européenne.

L'article 46 §1 f) du DMA prévoit que la Commission européenne peut adopter un acte d'exécution établissant les modalités détaillées pour l'application de « *la forme, la teneur et les autres modalités des rapports réglementaires communiqués en application de l'article 11* ».

Le 6 juin 2023, la Commission européenne a lancé, pour une durée de quatre semaines, une consultation publique sur un projet de modèle de rapport de conformité, tel que prévu par l'article 11 du DMA.

Les autorités françaises accueillent favorablement le lancement de cette consultation publique qui porte sur un paramètre essentiel pour le suivi et le contrôle efficaces de la mise en œuvre de leurs obligations par les contrôleurs d'accès, à savoir **la transparence sur les mesures effectivement prises** pour cette mise en œuvre, **service de plateforme essentiel par service de plateforme essentiel**.

Elles soutiennent la Commission européenne dans son choix de spécifier un niveau d'information minimal attendu des contrôleurs d'accès, avec un degré de détail et de précision nécessaires pour assurer cette mission de suivi et de contrôle. En outre, l'établissement d'un modèle, déclinable par service de plateforme essentiel et par obligation, devrait favoriser une exploitation rapide par la Commission européenne de l'information collectée auprès des contrôleurs d'accès.

Les indicateurs d'une mise en conformité satisfaisante sont difficiles à identifier, les autorités de contrôle subissant l'asymétrie d'information propre à la situation. De tels indicateurs sont ainsi

davantage susceptibles d'émaner des utilisateurs finals et des entreprises utilisatrices des services de plateforme essentiels des contrôleurs d'accès ou de leurs concurrents. Les autorités françaises invitent la Commission européenne à rester particulièrement attentive aux éléments que pourraient fournir ces acteurs, notamment dans le cadre de cette consultation publique.

Les autorités françaises estiment en outre que le modèle de rapport de conformité doit rester flexible et évolutif, comme le précise l'encadré figurant en première page, laissant la possibilité à la Commission européenne de le modifier régulièrement pour affiner l'information requise auprès des contrôleurs d'accès pour vérifier le respect de leurs obligations.

Il apparaît en effet nécessaire que la Commission européenne dispose de la possibilité de faire évoluer les informations requises dans le rapport de conformité en tenant compte notamment des signalements pertinents déposés par les parties prenantes auprès de l'ensemble des autorités compétentes sur les pratiques ou comportements des contrôleurs d'accès entrants dans le champ du DMA (en particulier dans le cadre de l'article 27 du DMA).

Les autorités françaises s'interrogent cependant sur le statut juridique du modèle de rapport de conformité, dans la mesure où il semble d'une part, s'inscrire dans la procédure précédant l'adoption d'un acte d'exécution (*cf.* article 46 §1 f)) et d'autre part, être voué, une fois finalisé, à être mis à jour régulièrement¹.

De plus, le projet de rapport comporte une section portant spécifiquement sur la fonction de vérification de la conformité prévue par l'article 28 du DMA (*cf.* section 3). La mise en place d'une telle fonction est en effet une obligation qui s'impose aux contrôleurs d'accès, dans la mesure notamment où son non-respect peut être sanctionné (*cf.* article 30 §3 j)).

Les autorités françaises s'interrogent sur la nature juridique de la demande d'information requise au titre de l'article 28, que le document soumis à consultation semble intégrer dans le modèle de rapport de conformité prévu par l'article 11 (article qui ne mentionne que la conformité aux articles 5 à 7 du DMA).

Enfin, s'agissant de la version non-confidentielle qui sera publiée expurgée des secrets d'affaires et des autres informations confidentielles, les autorités françaises soutiennent le format proposé par la Commission européenne. Elles s'interrogent toutefois sur la façon dont pourrait être traité le cas d'un contrôleur d'accès qui adopterait une vision extensive de la notion de secret d'affaires ou d'autres informations confidentielles. En effet, une telle vision pourrait nuire à l'objectif poursuivi par la publication, de fournir aux tiers la possibilité de fournir à la Commission européenne des éléments permettant d'évaluer la mise en conformité des contrôleurs d'accès à leurs obligations.

Les autorités françaises s'interrogent en particulier sur l'articulation du rapport prévu à l'article 11 du DMA avec le règlement d'exécution 2023/814 du 14 avril 2023.² En effet, ce règlement d'exécution précise qu'il « *établit les modalités concernant la forme, la teneur, et les autres modalités [...] des rapports réglementaires communiqués en application de son article 11* » (*cf.* article 1 du règlement d'exécution). Les dispositions relatives au secret d'affaires et à la confidentialité ne semblent cependant s'appliquer qu'aux documents obtenus ou recueillis par la Commission européenne dans le cadre d'une procédure ouverte en vue d'adopter une décision de non-respect en vertu de l'article 29 du DMA (*cf.* Chapitre IV du règlement d'exécution « *Droit d'être entendu et droit d'accès au dossier* »).

¹ "The stakeholders' feedback will enable the Commission to prepare a finalised version of the template. The Commission may regularly update this template to request further information which it expects gatekeepers to provide".

² Règlement d'exécution (UE) 2023/814 de la Commission du 14 avril 2023 relatif aux modalités détaillées de certaines procédures mises en œuvre par la Commission en vertu du règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE).
